REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'ISERE

Elections Législatives de Mars 1973 — 2e circonscription

Pierre BROUÉ

ENSEIGNANT

SUPPLEANT EVENTUEL :

Auguste JACQUET

OUVRIER ELECTRICIEN

présentés par
L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(pour la reconstruction de la IVe Internationale)

CITOYENS, CITOYENNES, CAMARADES,

AU NOM DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (pour la reconstruction de la IVe Internationale) ET DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME,

Tous deux travailleurs, l'un intellectuel et l'autre manuel, l'un enseignant à l'Université, l'autre ouvrier à la Régie municipale du Gaz et de l'Electricité, militants syndicalistes responsables depuis des années, parents d'élèves et militants des organisations laïques, ayant toujours joui de la confiance de nos camarades de travail, nous pensons avoir acquis une expérience solide sans pour autant avoir perdu le contact avec la jeunesse.

La situation faite aujourd'hui à tous nos camarades, à tous les travailleurs, ne cesse d'empirer ; les jeunes se demandent avec angoisse s'ils ont un avenir. Les prix montent, les salaires traînent loin derrière, les conditions de travail empirent, les charges et loyers, comme les impôts augmentent, le chômage est toujours là. Mais les dividendes rapportent gros, et les firmes de main-d'œuvre temporaire — les Bis et les Manpower — prospèrent à Grenoble comme ailleurs. C'est un privilège que de pouvoir mettre son enfant à l'école maternelle avant l'âge de quatre ans. Dans les classes surchargées, devant des maîtres surmenés, les redoublements sont devenus la règle. A travers les coups portés depuis 1958 à l'enseignement public par les gouvernements successifs, diminuent les chances des jeunes d'avoir un métier, d'obtenir et de garder un emploi, même avec un diplôme acquis au prix de leur travail et des sacrifices de leurs parents. Depuis les ordonnances de De Gaulle contre la Sécurité Sociale, le droit à la santé — conquis de haute lutte — est de plus en plus menacé : on manque de médecins, il faut des heures pour une consultation dans un hôpital, mais le gouvernement limite le nombre des étudiants appelés à apprendre le métier de médecin !

Une certitude pour nous et pour des millions comme nous : en 1968, déjà, dix ans, c'était assez, mais aujourd'hui, quinze ans, c'est TROP. Il faut en finir avec le règne des grandes sociétés capitalistes, celui d'un gouvernement qui leur fait construire des écoles qui flambent comme des torches. Il faut en finir avec ce scandale des scandales qui fait que des millions de salariés et d'exploités dans ce pays sont gouvernés par les P.D.G. et les banquiers qui les exploitent tous les jours.

C'est ce qu'ont exprimé des millions et des millions de travailleurs dans la grève générale et les manifestations de mai-juin 1968, dans leur vote NON au referendum de 1969, dans leur refus de voter POMPIDOU au référendum de 1972. C'est ce qu'ils expriment chaque fois qu'ils s'engagent dans l'action et la grève, chaque fois que leurs organisations, en se mettant d'accord entre elles, leur ouvrent la possibilité de manifester ensemble, au coude-à-coude.

IL FAUT EN FINIR, et tous ceux qui doivent travailler pour vivre attendent de leurs organisations qu'elles s'attellent à la tâche afin d'abattre le régime capitalisme, afin d'engager le combat pour ouvrir la voie au SOCIALISME. Le socialisme, c'est-à-dire un régime qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, qui ne combatte pas les ouvriers et ne jette pas en prison, comme à Prague aujourd'hui, les meilleurs des siens, qui ne mette pas, comme à Moscou, les opposants dans des hôpitaux psychiatriques !

Les travailleurs veulent pour TOUS des salaires et des conditions de vie décents, un emploi stable, garanti contre l'arbitraire, le droit à l'instruction pour leurs enfants et pour eux-mêmes, le droit à la santé, le droit de vivre en travaillant. Ils ne peuvent l'obtenir que s'ils forgent et soudent leur FRONT DE CLASSE, que si, tous ensemble, avec LEURS organisations, ils exigent LEUR DROIT.

Dans les élections prochaines, sous la honteuse loi électorale qui exclut les travailleurs étrangers et les jeunes, qui impose aux partis ouvriers d'avoir trois ou quatre fois plus de voix que les partis capitalistes pour avoir un élu, dans le cadre de la Constitution anti-démocratique de 1958 imposée par la force et sous la menace des « paras », les travailleurs, qui veulent la satisfaction de leurs revendications et de celles des jeunes, ne laisseront pas s'égarer une seule voix :

— Pas une voix pour Volumard, Reichman, Bensaïd. candidats de Pompidou et consorts, tous ceux qui veulent que « ça dure » et que continue ce régime de SAC et de scandales !

— Pas une voix pour Rouge le mal nommé qui représente ici le P.D.G. Servan-Schreiber et les « réformateurs », candidats à la relève et au gâteau !

— Pas une voix de travailleur non plus pour Dubedout qui « ne faisait pas de politique » pour devenir maire et barrer la route à une municipalité ouvrière authentique, mais qui devient aujourd'hui « socialiste » pour que les voix ouvrières lui assurent un siège de député, comme Henri IV, avant lui, s'était fait catholique pour devenir roi !

— Pas une voix non plus pour le candidat de la Ligue dite « communiste », toujours prête à dénoncer l'école publique comme « l'école des flics et des patrons », au moment où le gouvernement la dépèce pour la partager en

tre les patrons, les C.R.S. et les prêtres ! Pas une voix pour cette organisation qui prétend enseigner aux travailleurs comment ils doivent « lutter », mais ne leur dit pas quel gouvernement ils doivent exiger !

Le problème crucial posé à travers ces élections est en effet celui du **gouvernement.**

QUEL GOUVERNEMENT ?

Quel gouvernement peut en finir avec le pillage des ressources publiques, la corruption, les pots-de-vin, les scandales ? Quel gouvernement peut annuler les dispositions anti-démocratiques, non seulement la loi anti-casseurs, loi scélérate contre toute action ouvrière et démocratique, mais les institutions et la Constitution réactionnaires de l'enseignement, cesser de verser des milliards à l'école privée, chasser de l'école les patrons et les curés, rétablir la laïcité, nationaliser sans indemnité ni rachat l'enseignement, mesure qui est la condition préalable de sa réforme nécessaire ? Quel gouvernement peut abroger les ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale, exproprier les trusts pharmaceutiques qui la pillent, instaurer un droit réel à la santé pour tous, abroger la scandaleuse loi de 1920 et assurer à toutes les femmes le droit à la maternité volontaire ?

Quel gouvernement peut EXPROPRIER LE CAPITAL, pour ne pas être son otage et dépendre de sa « bonne volonté », pour planifier la production en fonction des besoins de tous et non des intérêts de quelques-uns ?

Tous les problèmes qui assaillent aujourd'hui ceux qui, dans ce pays, doivent travailler pour vivre, exigent qu'il soit répondu à la question :
QUEL GOUVERNEMENT PEUT LES RESOUDRE ?

Toute l'expérience passée, celle de 1968, celle de 1944-1945, celle de 1936, nous pose la même question :

QUEL GOUVERNEMENT ?

Oui, il faut balayer les VOLUMARD et autres candidats de POMPIDOU, leur faire mordre la poussière. C'est indispensable.

Mais cela ne suffit pas. Il faut battre TOUS les partis du Capital, et pour cela, voter ouvrier, CLASSE CONTRE CLASSE, défaire tous les réformateurs et radicaux, même ceux qui se réclament de la Gauche, car ils sont représentants des partis des P.D.G. et des banquiers.

Pour rassurer Lecanuet, Robert Fabre, porte-parole des « radicaux de gauche », a assuré à la Télévision que ses amis étaients prêts demain à faire comme Ramadier en 1947, chasser les ministres communistes. Il n'a pas attendu le 12 mars pour faire savoir ainsi qu'il s'opposerait, avec son parti, à la lutte jusqu'au bout pour les revendications des travailleurs !

Nous, trotskystes, nous affirmons que le choix est aujourd'hui entre :
— soutenir le régime capitaliste pourrissant qui écrase de ses ruines croulantes les travailleurs et la jeunesse,
— ou bien **ouvrir la voie au socialisme,** c'est-à-dire commencer dès maintenant des réalisations qui soient **irréversibles** et chassent pour toujours du gouvernement les représentants du grand Capital, excluant à jamais l'« alternance », c'est-à-dire leur retour au pouvoir à la fin d'une législature.

Seul un gouvernement sans représentant des partis capitalistes — de l'U.D.R. aux radicaux de droite ou de gauche — seul un gouvernement sans défenseurs du Capital peut répondre aux aspirations et aux besoins de l'immense majorité des hommes et des femmes de ce pays.

LA PREUVE ? Engagés dans l'Union de la gauche avec les P.D.G. et banquiers radicaux de gauche, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. sont allés jusqu'à promettre qu'ils n'attenteraient pas à la Constitution de la Ve République et qu'ils garderaient Pompidou à la présidence. Mitterand, et des dirigeants syndicaux après lui, ont même parlé de « modérer les revendications » pour... préserver .. l'Union de la gauche !

Les électeurs ne se laisseront pas prendre au piège !

— Ils ne voteront pas pour des solutions capitalistes de rechange, celle de Dubedout - Mendès-France, ou celle de Rouge - Servan-Schreiber, lequel, jeune P.D.G. aux dents longues, lançait il y a quelques années dans les pages de son EXPRESS, comme un produit publicitaire, celui qu'il appelait « P.M.F. ».

— Ils voteront pour un gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes, pour le programme de la classe ouvrière, leurs revendications à eux,

POUR un gouvernement à eux, le gouvernement ouvrier, pour OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.

MAIS CELA NE SUFFIT PAS ENCORE :

— Ni les votes, ni les manifestations ou les grèves, ni même, nous le savons depuis 1968, la grève générale ne suffisent pour ouvrir la voie au socialisme.
— Il faut un parti ouvrier déterminé à ce combat, un parti qui soit celui du pouvoir de ceux qui travaillent, des conseils avec leurs délégués élus et révocables à tout instant par leurs électeurs.
— Il faut une Internationale pour empêcher, comme après 1917, l'isolement du pays qui s'engage dans la voie du socialisme, pour élargir ses victoires, pour préparer le socialisme qui ne saurait vaincre que dans le monde entier.

L'Organisation Communiste Internationaliste (Pour la reconstruction de la IVe Internationale) veut construire ce parti ouvrier, révolutionnaire, instrument de tous les exploités, ce parti qui sera celui du poing levé, symbole de l'unité et de la puissance de la classe ouvrière unie. Elle veut reconstruire la IVe Internationale pour continuer l'œuvre de la 1ère, de la IIe et de la IIIe aujourd'hui détruites. Elle veut achever l'œuvre commencée en octobre 1917 par les ouvriers et paysans de Russie, sauver l'humanité menacée aujourd'hui de la destruction, comme le montre l'exemple du Vietnam, par la barbarie d'un régime fondé sur le profit, et instaurer dans le monde un régime socialiste où les travailleurs auront le pouvoir et où il n'y aura plus d'exploiteurs.

C'est pour cet avenir que, le 4 mars, vous voterez pour les candidats de l'O.C.I.

Votez O.C.I.

Votez pour son candidat PIERRE BROUÉ et son suppléant AUGUSTE JACQUET ; CLASSE CONTRE CLASSE !

VU LES CANDIDATS.

IMPRIMEURS REUNIS - GRENOBLE